

## Bienvenue en Austérie

Éric Pineault

Number 306, Winter 2015

Faire moins avec moins. Pourquoi nous acceptons l'austérité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/72764ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this article

Pineault, É. (2015). Bienvenue en Austérie. *Liberté*, (306), 28–31.

# BIENVENUE EN AUSTÉRIE

Oubliez l'écran de fumée qu'est l'équilibre budgétaire :  
l'austérité a déjà tout envahi.

**Éric Pineault**

**L** FAUT VIVRE selon ses moyens, ne pas dépenser l'argent qu'on n'a pas. Cesser de rouler en Cadillac si on peut juste se payer une sous-compacte. Ne pas refiler la facture à nos petits-enfants. Le Québec est dans le rouge. Notre déficit est structurel. Nous fonçons droit dans le mur. La dette, la dette, la dette (indication au lecteur : lire ces mots à voix haute avec une tonalité stridente qui, progressivement, communique l'hystérie). Ayons le courage d'agir. Il n'y a pas de vaches sacrées. L'immobilisme doit cesser. Ne pas céder aux groupes de pression et aux syndicats. Chacun doit « faire sa part », en commençant par toi.

On croule sous l'impôt. Nous, la classe moyenne la plus taxée en Amérique : du travailleur autonome, qui vit dans un loft à St-Henri, à Joe Pickup, jobbeur de Terrebonne, en passant par Maryse, commis au service à la clientèle. Plus capable de payer, surtout pas pour toi. Toi, le col bleu de la ville, l'enseignant, l'infirmière, le répartiteur, l'assisté social, l'inspecteur, le vérificateur, le gratteux de papier qui fait je ne sais quoi de ses journées dans un bureau au onzième étage du complexe G, toi, la petite famille qui aurait dû y penser deux fois avant d'avoir un deuxième enfant.

La solution? *Abolir*. Abolir les commissions scolaires, le Conseil du statut de la femme, l'Office de la langue française, Télé-Québec, la permanence dans le secteur public, les régimes de retraite à prestations déterminées, les CPE, les congés parentaux, les cégeps, les élections scolaires. *Couper*. Couper dans

la fonction publique : les cadres, les employés municipaux; couper les subventions aux artistes, aux cinéastes qui font de mauvais films, qui ne sont même pas drôles; couper l'aide sociale, le nombre de députés; couper dans le gras. *Privatiser*. Privatiser Hydro-Québec, la SAQ, la SÉPAQ, les ponts, les ports, les autoroutes, la Caisse de dépôt et placement.

**I**LS se sont exprimés et s'expriment toujours. Depuis le début de l'automne, la rumeur se fait de plus en plus insistante au Québec. Après quelques années de répit, le temps de se remettre du recul de 2012, les « austériens », comme on les appelle au sud de la frontière, se sont regroupés et passent de nouveau à l'offensive. Le budget libéral de l'été 2014 a planté le décor. Outre d'importantes compressions budgétaires inattendues, on nous annonce des temps difficiles et, surtout, question de saturer le débat public, on établit une « Commission de révision permanente des programmes », dont le mandat est de fournir des recommandations sur la réduction de la taille de l'État suite à un « dialogue social » qui a commencé dès l'automne. C'est à cette fin qu'une « consultation web » a permis à chaque citoyen de présenter ses idées. En voici la prémisse : « Nous vivons au-dessus de nos moyens. » Quatre questions se posent alors : 1 / Quelles sont vos propositions afin de réduire, de façon durable, la taille des dépenses publiques en fonction des priorités d'aujourd'hui? 2 / Quelles sont vos suggestions afin que l'État fasse des économies récurrentes? 3 / Quels programmes pourraient fonctionner

autrement, et de quelle manière? 4 / Quels programmes et quels organismes ont perdu leur pertinence dans le contexte d'aujourd'hui, et pourquoi? À la fin de la première semaine de consultation, il y avait plus de cent pages web de lieux communs comme ceux que j'ai présentés au début de ce texte.

**T**RENTE ANS de fatalisme fiscal, martelé dans la presse écrite, à la radio et à la télévision, repris et remâché par les instituts économiques, les personnalités politiques, les chroniqueurs d'humeur et autres experts. Un long et insidieux travail d'éducation populaire fait avec patience et assiduité, qui devrait faire rougir de gêne toute organisation progressiste ou environnementale, et conclu par une bataille culturelle gagnée haut la main. L'idée de l'austérité est d'une simplicité désarmante et elle est devenue, dans la culture populaire, hégémonique. Dans le conflit politique qui oppose les austériens aux progressistes, les austériens ont remporté une première victoire et il faut en prendre acte. L'austérité est une habitude culturelle que la majorité des Québécois et des Canadiens ont intériorisée. Elle filtre les perceptions, prépare les réponses et les questions, conditionne les attentes et préfigure les jugements.

Comme le souligne, dans ses *Cahiers de prison*, le philosophe Antonio Gramsci, l'idéologie n'est pas uniquement une affaire de grands discours. Elle est aussi et surtout composée de petits monologues au quotidien qui chuchotent dans le coin de notre esprit, qui bruissent sur fond de radio ou de télévision, qui se cachent entre les lignes des articles de journaux et des médias sociaux. C'est là, incrustée dans notre culture ordinaire beaucoup plus que dans le discours formaté d'un ministre des Finances, que l'austérité a son maximum d'efficacité, et elle est tenace. Une vraie teigne. Et la lutte contre ce néolibéralisme au quotidien, contre ces lieux communs, est peut-être un des défis les plus importants qui nous attendent dans cette longue guerre culturelle. L'enjeu dépasse de loin le prochain budget à Québec ou à Ottawa. Il ne s'agit pas d'une lutte pour sauver un service public, des emplois, une prestation ou un programme. Il ne faut surtout pas penser qu'il est question d'un mauvais moment à passer, d'une simple traversée du désert, ou qu'on doit tout simplement se serrer la ceinture le temps d'atteindre un fantomatique équilibre budgétaire. Non, l'austérité est un levier de transformation sociale. C'est une idée simple dont la force exerce une action continue sur la société et l'État. Elle instaure un état d'exception et ne vise rien de moins qu'une révolution conservatrice permanente. Mais, évidemment, c'est plus compliqué que cela. Il faut passer par de nombreux détours pour comprendre l'austérité et s'armer contre la puissance corrosive de sa simplicité.

Les économistes ont une affection particulière pour les métaphores provenant de la mécanique des fluides (compression, injections, inflation, déflation, liquidité). La myriade de pratiques économiques dans la société est ainsi réduite à un ensemble de flux qui représentent les richesses grâce auxquelles nous produisons notre mode de vie. Je travaille

moi-même avec ces concepts plutôt fantaisistes, mais parfois utiles, pour comprendre l'économie monétaire de production d'une société comme un tout : la totalité de la richesse sociale produite par le travail et échangée sous la forme de biens et services contre une rémunération monétaire. Évidemment, la richesse n'est pas que monétaire. Tout travail n'est pas rémunéré et les biens et services peuvent s'échanger selon d'autres logiques que l'achat et la vente. Toutefois, pour le moment, examinons uniquement cette économie-là, c'est-à-dire celle que mesure le PIB et, de surcroît, celle dans laquelle baigne l'État, car ses revenus et ses dépenses font



— Voilà, c'est ici qu'on a dû couper.

partie des flux que capte le PIB. Au Québec, ces flux comptent pour presque trente pour cent de l'économie monétaire. Loin d'être une exception, cette taille de notre « économie publique » se compare à celle des autres économies capitalistes avancées. Réduire la taille des dépenses publiques de manière « durable », c'est réduire cette proportion de l'économie publique dans l'économie globale. Examinons par le biais de la métaphore de « boucles macro-économiques » les implications d'une telle réduction.

Commençons par une petite boucle. Pour dépenser en santé, en éducation, en services sociaux, pour soutenir notre culture, l'État doit amasser des revenus. Il le fait par le biais du système d'imposition. L'économie publique apparaît dès lors comme une excroissance de l'économie privée. Son existence repose sur une ponction ou un transfert de richesse du privé vers le public ou, pour reprendre l'image populaire, « de nos poches vers les coffres de l'État ». Un lieu commun

austérien résume cela : pour redistribuer de la richesse (par exemple en soutenant la démarche de certains artistes), il faut d'abord la créer (en vendant des boulettes de fer aux Chinois). On masque dès lors le fait que les dépenses publiques sont en elles-mêmes une forme de création de richesse, souvent de nature collective et, donc, loin d'être une ponction sur l'économie privée. L'économie publique est son complément nécessaire, produisant les biens et services (la culture, les routes, les ponts, les cégeps et les CLSC) qu'aucun entrepreneur privé et aucune grande corporation, pour toutes sortes de raisons, ne sont motivés à produire (surtout parce qu'ils cherchent avant tout le profit) sous une forme qui serait bénéfique à la collectivité.

Avertissement : malgré les apparences, nous sommes ici encore sur le terrain des austériens et du néolibéralisme, mais déjà nous pouvons développer quelques contre-arguments. Sur le plan des idées, nous pouvons arguer que la captation de flux de revenus privés afin de les diriger vers la production de biens et services publics est légitime puisqu'elle correspond à la rémunération de biens et services nécessaires à la collectivité. Si elles sont nécessaires, ces dépenses doivent être financées et, pour le faire, il faut peut-être regarder du côté de la colonne des revenus plutôt qu'uniquement du côté des dépenses. Bref, être plus imaginatifs avec la manière avec laquelle l'État collecte ses revenus. Nous pouvons même exiger que cette collecte ait des « effets progressistes » dans l'économie, en redistribuant de la richesse ou en pénalisant certains comportements économiques (le tabagisme), et en récompensant d'autres (les dons aux organismes de bienfaisance). Mais, comme nous sommes toujours sur le terrain des austériens, nous devons démontrer que cette petite boucle de l'économie publique ne mine pas le dynamisme de l'économie privée, qu'il y a un équilibre entre les deux secteurs.

Une grande partie du « dialogue social » que nous imposent les austériens s'appuie sur cette petite mécanique. Dommage, car pour comprendre véritablement l'impact de l'austérité et y riposter, il faut situer nos arguments dans la « grande boucle » du circuit macro-économique. Lorsqu'une entreprise ou un ménage envisage une dépense, ils font en quelque sorte la promesse que quelqu'un d'autre, encore indéterminé, recevra un flux de revenus. C'est une des raisons pour laquelle les économistes angoissent énormément sur l'état de la « confiance des ménages » et sur les « intentions de dépenses et d'investissements » des entreprises. C'est l'optimisme et le pessimisme,

beaucoup plus que la froide rationalité du calcul, qui font et défont les cycles de nos économies. Or, imaginez l'effet de l'humeur d'un acteur qui compte pour trente pour cent de l'économie! Même la plus grande multinationale active au Québec n'a pas cet impact. Les dépenses publiques, et surtout l'investissement, ont un effet d'entraînement sur le reste de l'économie. Tout gestionnaire d'une entreprise culturelle le sait. L'arrivée d'une subvention se traduit immédiatement par des dépenses en construction, en rénovation, en salaires, en achat de matériaux et, chemin faisant, ces flux finissent par nourrir les revenus de l'État en taxes et en impôts sous une forme ou une autre. Un État doit donc penser autrement la boucle économique; ses dépenses sont un déterminant crucial de l'activité économique globale, représentant presque le tiers de l'économie, où *combien* et *comment* il dépense a un impact décisif sur la direction que prend notre développement matériel (plus de dépendance au pétrole comparativement à une sortie du pétrole), et où toute annonce de diminution de ses dépenses sera automatiquement comprise par tous comme une annonce que leurs revenus futurs seront moindres. Dépenser d'abord et *ensuite* penser le système fiscal, pour recapturer assez de revenus afin d'équilibrer à long terme les finances publiques. Selon cette approche, plus l'État dépense intelligemment, plus l'économie globale pourra croître, et plus ses revenus fiscaux augmenteront. A contrario, moins l'État dépense, plus la croissance de l'économie globale risque de ralentir, et plus ses revenus diminueront.

**A**INSI, penser la boucle économique autrement, c'est-à-dire en plaçant le niveau des dépenses avant les revenus, nous permet d'avoir tous les éléments pour un véritable dialogue social sur l'avenir de notre économie publique. Celui-ci tourne autour de trois questions très différentes de celles que nous proposent le gouvernement Couillard et ses austériens, soit : 1 / Quel est le volume optimal de dépenses que le gouvernement doit effectuer pour garantir une forte croissance et le plein emploi durable? 2 / Outre la reproduction de nos institutions publiques, quels biens et services collectifs devrions-nous produire dans cette économie publique, c'est-à-dire à quels objectifs répond la production de richesse sociale en commun? 3 / Comment organise-t-on un système fiscal juste, équitable et légitime qui capture suffisamment de revenus monétaires pour

valider les dépenses publiques et limiter les poussées inflationnistes?

Poussons l'audace plus loin. Intégrons la question de la dette dans notre grande boucle. Il est normal dans une économie monétaire de production de faire la distinction entre les dépenses courantes et les dépenses d'investissement et de financer ces dernières, sachant que les biens ou services qu'elles nous procurent ont une durée de vie plus longue et un usage qui génère de la richesse. Un gouvernement investit constamment et finance ses investissements en s'endettant, soit auprès de sa banque centrale (ce n'est plus vraiment à la mode, c'est « tellement 1970! »), soit en émettant des titres sur sa dette, sur laquelle il doit payer un intérêt. Dans le cas d'une économie comme celle du Québec ou du Canada, ces titres sont extrêmement précieux, car ils constituent un placement à long terme (plusieurs années, voire quelques décennies) où le risque est presque nul. Cette dette engendre évidemment un flux de dépenses supplémentaires que le gouvernement doit payer à même ses revenus. Mais, encore une fois, pensons autrement. Que représentent ces dépenses en intérêts, ce service de la dette? Dans le cas du Québec et du Canada, notre dette en titres est détenue largement par des fonds de pension d'ici et des assureurs, ainsi que par les institutions financières. Une partie importante des dépenses en intérêts enrichit donc nos régimes de retraite... La dette publique est une créance pour l'État et, surtout, un actif pour ceux et celles qui la détiennent. Rembourser la dette signifie assoiffer nos régimes de retraite, priver les individus et les collectivités de la chance de détenir une partie de leurs épargnes sous la forme d'un investissement dans notre richesse collective. Nous validons le service de la dette de la même manière que nous validons les autres dépenses publiques, par le biais de la capture de revenus par l'impôt et les taxes, lesquels croissent à la même vitesse que l'économie. Donc, finalement, tant que l'économie croît plus rapidement que la dette et le service de la dette, il n'y a aucune raison de paniquer. Il ne faut surtout pas rembourser la dette; mieux vaut la refinancer, et ce, pour toujours.

**T**OUTE cette pensée à l'envers vous donne certainement le tournis : dépenser pour avoir des revenus, une dette qui est un actif... Mais surtout, vous vous dites que ce n'est pas ainsi que les choses se présentent en ce moment. C'est-à-dire que ni Ottawa ni Québec ne fixent le niveau des dépenses

publiques de manière à provoquer une croissance économique forte et vigoureuse en soutenant le développement de l'économie publique et le plein emploi. Non, notre monde est celui des idées simples des austériens. Et pourtant, nous n'échappons pas à la logique de la pensée à l'envers, au contraire, c'est précisément sur cette grande boucle que reposent les espoirs réels des austériens.

Si nous acceptons que les dépenses publiques : 1 / ont un impact décisif sur la croissance et le niveau de l'emploi; 2 / qu'elles orientent le développement économique; 3 / que la fiscalité sert à recapturer après coup une partie des revenus générés par l'effet des dépenses publiques, alors qu'arrive-t-il lorsque nous comprimons systématiquement les dépenses? Lorsque nous mettons de côté une partie des revenus de l'État (dans un Fonds des générations, par exemple) en pensant un jour rembourser une partie de la dette et que, finalement, nous baissons les impôts des entreprises et des particuliers plus aisés, notre économie, publique et privée, tombe dans ce qu'on peut appeler une « trappe d'austérité-stagnation ». Les politiques d'austérité appartiennent à la famille des prophéties autoréalisatrices : plus tu compresses tes dépenses publiques, plus l'économie stagne, plus tes revenus baissent, plus tu t'enfonces dans une situation budgétaire déficitaire; et rebelote! Plus tu compresses tes dépenses... Nous avons ici les ingrédients pour une longue période de stagnation économique.

Conséquemment, l'austérité, la vraie, celle imposée par les austériens, qui comprennent le fonctionnement de la grande boucle macro-économique, n'a jamais visé « l'équilibre budgétaire », dans le sens étroit de l'atteinte dans le court ou moyen terme d'un équilibre entre les revenus et les dépenses de l'État. Ne soyons pas naïfs et laissons ces croyances aux Richard Martineau de ce monde! Non, le vrai travail de l'austérité se fait à long terme. L'austérien utilise la trappe d'austérité-stagnation (c'est-à-dire plus tu coupes, plus tes revenus baissent) pour restructurer de manière profonde l'économie publique et nos institutions collectives. Ils recherchent deux résultats. Le premier fut énoncé sans pudeur par un ancien ministre des Finances libéral : au beau milieu de la récession qui suivit la crise de 2008, Raymond Bachand se fit le promoteur d'une nouvelle « révolution culturelle ». Rien de moins! Celle-ci visait le rapport entre le citoyen et l'État et consistait d'abord à habituer le premier – car la culture est beaucoup une question d'habitude – à exiger moins du second pour qu'il développe le réflexe de chercher du côté de l'économie privée et de la grande

entreprise les services et biens collectifs qu'il pouvait trouver auparavant du côté de l'économie publique. Cette révolution culturelle visait aussi à changer la nature de ce qu'il devait rester d'économie publique; grâce à la tarification, on lui donnerait une allure d'économie privée. Le citoyen se rapporterait aux services publics comme un acheteur se rapporte à toute autre marchandise : « Tu utilises, eh bien tu paies, mon gars! En argent comptant de préférence. » La richesse

**L'austérité,  
la vraie, n'a  
jamais visé  
« l'équilibre  
budgétaire ».**

collective devenait soudainement une vaste collection de marchandises payables à la livraison : Couche-Tard, CLSC, Vidéotron, cégeps, CPE. Une telle révolution culturelle n'est possible qu'en maintenant l'économie publique en état de crise permanente. Et ce n'est que le premier objectif des austériens.

Le second objectif est plus ambitieux : la crise fiscale, et l'austérité qui en découle, est aussi une manière de maintenir l'État, c'est-à-dire l'ensemble des institutions, organisations et entreprises qui constituent l'économie publique (ce qui inclut aussi les organismes de la société civile, des arts, de la culture, bref, toute l'économie sociale) dans un état d'instabilité permanente, climat propice à une transformation en profondeur de cet ensemble. Dans ce contexte de crise, il est plus facile de multiplier les contrôles et audits, de revoir les mandats, objectifs et moyens, de contraindre au partenariat avec « le marché ». Et donc, d'imposer une « réingénierie permanente » de l'État et de la société. Ce ne sont pas seulement les

entités – ministères, écoles, commissions scolaires, CLSC, groupes communautaires, sociétés d'État – qui sont maintenues ainsi, mais aussi et plus particulièrement les gens qui y travaillent. L'insécurité, la flexibilité forcée, la précarisation rampante, inévitablement accompagnées d'insatisfaction et de cynisme devant ces absurdités, sont un ensemble d'effets subjectifs que l'austérien cherche à générer à long terme. L'économie publique et l'État sont ainsi pris en tenaille, de l'extérieur, par le contribuable-consommateur qui en veut pour son argent et souhaite pouvoir magasiner ses services et, de l'intérieur, par la diffusion d'une nouvelle gestion publique qui, au nom de l'aminçissement de l'État, multiplie les contrôles, le nombre de cadres et les projets de réforme et de restructurations au détriment du développement de la capacité de produire à la base, et pour les collectivités, des biens et services, et ce, de manière juste et efficace.

**L'**AUSTÉRIÉTÉ est un projet politique et culturel, qui se passe au Québec, avec notre commission d'austérité permanente, nos budgets sacrificiels et la clameur des austériens; elle s'inscrit dans un mouvement beaucoup plus vaste, dépassant nos frontières ainsi que celles du Canada. L'austérité est un projet global, un projet de classe qui vise à rassembler le pouvoir des élites économiques partout en Amérique et en Europe, leur permettant d'avoir les « deux mains sur le volant » comme ils ne les ont pas eues depuis la grande crise de 1929 et la construction de l'État-providence, en tandem avec la montée en puissance du salariat. Ce projet global gagne un pays après l'autre, un État après l'autre. Entre 2010 et 2012, le Québec a vécu l'expérience d'une première offensive austérienne. Le mouvement étudiant et ses alliés ont été capables de briser cet élan et de limiter les dégâts. Deux ans plus tard, avons-nous encore en nous assez de force et d'espoir pour résister une seconde fois? La réponse à cette question dépend, je crois, d'un ensemble de réponses à une autre question qui est plus fondamentale : si nous choisissons la lutte, elle sera menée au nom de quoi? Qu'avons-nous à proposer par-delà le statu quo et la « défense des acquis »? Quel projet politique et culturel pouvons-nous mettre de l'avant contre l'austérité? **L**

Professeur au Département de sociologie de l'UQAM, **Éric Pineault** est directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie. Il fait également partie du collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé (CAFCA).